Pourquoi faut-il laisser 80 % des combustibles fossiles sous terre

Partage international n° 332 – Avril 2016

par Bill McKibben

La nature peut imposer une certaine clarté au monde habituellement trouble de la politique. Elle peut rendre les choses simples. Pas faciles, mais simples.

La plupart du temps, la politique publique est une série de compromis : plus d'impôts ou moins de services ; plus de réglementation ou plus grande liberté d'action. On cherche l'équilibre entre boire une bière après le travail ou être un conducteur sobre. On cherche un juste milieu, un compromis, un arbitrage. On a tendance à penser que les mesures sont bonnes quand tout le monde est seulement un peu malheureux.

Mais quand il s'agit du changement climatique, le problème n'est pas de trancher entre les préférences d'un groupe contre celles d'un autre. Ce n'est pas – au fond – l'industrie contre les écologistes ou les républicains contre les démocrates. Ce sont les gens contre la nature, ce qui signifie que les compromis et les arbitrages ne fonctionnent pas. Exercer des pressions sur la nature est inutile ; elle continue d'agir.

Voici la réalité chiffrée : Il faut garder 80 % des réserves de combustibles fossiles connues sous terre. A défaut – si nous extrayons le charbon, le pétrole et le gaz, et les brûlons, nous bouleverserons l'équilibre naturel de la planète et réchaufferons la Terre bien au-delà de la ligne rouge tracée par les scientifiques et les gouvernements. Ce n'est pas *« nous devrions faire ceci »* ou *« nous serions sages de le faire »*. C'est simplement : *« Nous devons le faire. »*

Et nous pouvons y parvenir. Il y a cinq ans, *« laisser sous terre »* était une idée nouvelle. Lorsque les écologistes parlaient de politique climatique, c'était presque toujours en termes de réduction de la demande. Au niveau individuel : changez votre ampoule. Au niveau du gouvernement : taxer les émissions de carbone. Ce sont d'excellentes idées, et elles progressent lentement mais régulièrement (plus lentement aux Etats-Unis qu'ailleurs, mais c'est habituel). Avec assez de temps, leur application permettrait de réduire, progressivement, les émissions de carbone.

Or c'est précisément de temps qu'il nous manque. Nous avons dépassé le seuil de 400 particules de CO_2 par million dans l'atmosphère au printemps dernier ; 2015 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, brisant le record établi en 2014. Il faut donc attaquer ce problème par les deux bouts, autant par l'offre que par la demande. Nous devons laisser les combustibles fossiles sous terre.

Une grande partie de ce charbon, de ce pétrole et de ce gaz – une grande partie de cet argent – est concentrée dans quelques énormes bassins souterrains de carbone. Il y a du pétrole dans l'Arctique, dans les sables bitumineux du Canada et du Venezuela, et dans la mer Caspienne. Il y a du charbon en Australie-Occidentale, en Indonésie, en Chine et dans le bassin de la rivière Powder (Montana et Wyoming). Il y a du gaz à extraire par fracturation en Europe orientale. Appelez ces réserves *« bombes à carbone »*. Si elles sont extraites et brûlées, elles détruiront la planète. Bien sûr, vous pouvez aussi les appeler des *« puits d'argent »*. Ce charbon, ce gaz et ce pétrole valent énormément d'argent, peut être 20 000 milliards de dollars ou plus encore.

Certaines personnes pensent pour cette raison que la tâche est tout simplement impossible : qu'il n'y a aucun moyen que les barons du pétrole et les rois du charbon laissent ces sommes sous terre. Et ils ne le feront sûrement pas volontiers. Prenez les frères Koch, par exemple : ils sont parmi les plus grands détenteurs de concessions de sables bitumineux du Canada et prévoient de dépenser près de 900 millions de dollars pour le financement des partis politiques aux Etats-Unis, en 2016, plus que les républicains ou les démocrates. Parce qu'ils ne seront plus parmi les hommes les plus riches de la planète si ce pétrole reste sous terre.

Mais ce n'est pourtant pas une tâche sans espoir. Nous avons commencé à inverser la tendance en un temps remarquablement court.

Si vous comprenez la logique de la campagne *Laissez-le sous terre,* par exemple, alors vous comprenez la logique de la lutte contre le pipeline

Keystone. Les experts ont dit que c'était *« juste un pipeline »,* mais les efforts pour le bloquer signifiaient que l'expansion des sables bitumineux du Canada a, tout à coup, brusquement ralenti. Les investisseurs, ne sachant pas s'il y aurait jamais de moyens abordables pour acheminer ce pétrole aux consommateurs, ont retiré des dizaines de milliards de dollars d'investissement, avant même que le prix du pétrole ait commencé à chuter. Jusqu'à présent, à peine 3 % du pétrole a été extrait de ces sables bitumineux ; la bombe est toujours là, et si nous bloquons les pipelines, alors nous retirons le fusible.

La même tactique fonctionne aussi ailleurs. En Australie, l'incessante pression des groupes autochtones et des scientifiques du climat a bloqué ce qui aurait été la plus grande mine de charbon du monde, dans la vallée de Galilée dans le Queensland. Les militants se sont mobilisés assez longtemps pour que d'autres campagnes aient pu faire pression sur les banques du monde entier afin qu'elles se retirent du financement de la mine géante. Au printemps 2015, la plupart des grandes institutions financières du monde avaient promis de ne pas fournir de prêts pour ce grand chantier d'extraction, et l'été suivant, la société minière fermait les bureaux et licenciait l'équipe du projet.

L'argent est en fait un élément clé de la stratégie *Laissez-le sous terre*. A l'automne 2012, des étudiants, des leaders religieux et d'autres militants ont lancé une campagne de boycott des combustibles fossiles aux Etats-Unis, appuyée par 350.org[1], qui s'est rapidement répandue dans le pays et en Europe. L'argument était simple : si Exxon, Chevron, BP et Shell prévoient d'exploiter plus de carbone que la planète ne peut le supporter, alors ce ne sont pas des entreprises normales. Si leurs projets de développement détruisent la planète, alors nous devons couper les ponts avec elles.

Dans un premier temps, ce sont de petites institutions qui ont adhéré. La petite université Unity dans le Maine, qui dispose d'un portefeuille boursier de 13 millions de dollars, a été la première à vendre ses actions sur les énergies fossiles. Mais la campagne a rapidement accéléré car le calcul était clair, l'argument physique irréfutable. Des universités comme celles de Stanford, Oxford, Sydney, Edimbourg, ont rejoint le mouvement, soulignant qu'il n'y avait aucun sens à éduquer des jeunes pour détruire la planète qu'ils habitent. Idem pour les associations de médecins sur plusieurs continents qui soutiennent qu'on ne peut prétendre être intéressé par la santé publique si on investit dans des entreprises qui la détruisent. Idem pour l'Eglise unie du Christ, les unitariens, l'Eglise d'Angleterre et les épiscopaliens qui affirment que la sauvegarde de la création est incompatible avec une telle destruction.

Ces boycotts affectent directement les entreprises. Le géant du charbon Peabody a officiellement déclaré à ses actionnaires en 2014 que le boycott affectait son cours de bourse et rendait difficile la levée de capitaux. Mais plus encore, ils ont permis que la question sorte de la marginalité et touche les grandes institutions du monde. Le fonds des frères Rockefeller a commencé à vendre ses actions dans les combustibles fossiles, bientôt suivi par la Deutsche Bank, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Un mois après l'annonce de Rockefeller, le gouverneur de la Banque d'Angleterre a déclaré lors d'une conférence que *« la grande majorité »* des réserves de charbon était *« inutilisable »,* et a averti que de vastes quantités d'actifs « indisponibles » étaient injustement valorisés. Essayer de sortir de cette « bulle du carbone » est l'une des raisons pour lesquelles d'énormes fonds commencent à se désengager. La Caisse de retraite des employés du secteur public de Californie a perdu 5 milliards de dollars avant de comprendre et de commencer à vendre ses actions.

Mais la lutte reste extrêmement difficile car les politiciens sont habitués à faire le jeu des compagnies pétrolières. En fait, quelques jours après l'accord sur le climat à Paris, historique sur le papier, l'administration Obama et le Congrès ont fait un cadeau très attendu à l'industrie pétrolière : la fin de l'interdiction de quarante ans sur les exportations de pétrole brut. Nous faisons des progrès (l'opposition prudente d'Hillary Clinton à l'exploitation du pétrole en Arctique était une avancée notable), mais pas assez rapides.

C'est pourquoi le mouvement climatique va se mobiliser au printemps sur un maximum de ces sites de bombes à carbone, pour une résistance pacifique et massive destinée à ralentir l'extraction des combustibles fossiles, mais plus encore pour mettre en lumière ces immenses dépôts éloignés. Les leaders seront comme toujours les communautés en première ligne vivant à proximité. Certains d'entre nous feront le voyage jusqu'à ces sites. D'autres se rassembleront devant les ambassades et les banques pour créer le débat chez nous. Car dès lors que nous les aurons désignés comme des dangers mortels dans l'esprit des gens, nos chances de gagner augmenteront.

Si vous êtes encore sceptique, pensez à ce qui est arrivé en Amazonie après que les scientifiques du monde entier, dans les années 1980, aient identifié la

forêt tropicale comme absolument nécessaire à la survie de la planète. A la grande surprise de beaucoup, le gouvernement brésilien a agi pour ralentir la déforestation. Ses efforts n'ont pas totalement abouti, mais ils ont laissé suffisamment d'arbres sur pieds, tout comme il faut laisser le pétrole sous terre. Nous avons dans ce combat des atouts que les Brésiliens n'avaient pas. Ces derniers vivent dans un pays pauvre. La plupart des grosses bombes de carbone se trouvent dans les pays riches comme le Canada, les Etats-Unis et l'Australie ; nous pouvons nous permettre de les laisser en place.

Plus important encore, de nouvelles avancées vont nous permettre de ne pas devoir poursuivre le combat indéfiniment. En effet, des alternatives aux combustibles fossiles deviennent de jour en jour moins onéreuses. Le prix d'un panneau solaire a chuté de plus de 70 % au cours des six dernières années. C'est une menace mortelle pour les magnats des hydrocarbures. Ils savent qu'ils doivent mettre en place de nouvelles infrastructures dans les prochaines années. S'ils peuvent construire ces pipelines et ces mines, ils seront alors en mesure de fournir du charbon suffisamment bon marché pendant les quarante ou cinquante prochaines années pour rester concurrentiels (et détruire la planète). S'ils ne peuvent pas – si nous pouvons les contenir ne serait-ce que quelques années – alors nous aurons fait une transition irréversible vers les énergies propres.

Je ne sais pas si nous allons gagner ce combat à temps. Le flot de données scientifiques sur les dommages qui ont déjà été faits me déconcerte. Mais je sais que nous nous battons maintenant sur tous les fronts. Et le plus important est le plus simple : nous pouvons, nous devons, et nous allons laisser le charbon, le gaz et le pétrole sous terre.

[Article publié dans le numéro de printemps 2016 de *Yes! Magazine*, intitulé *La vie après le pétrole*. Reproduit avec l'aimable autorisation de *Yes! Magazine.]*

1. Organisation cofondée par Bill McKibben.

Auteur : Bill McKibben, Bill McKibben est cofondateur de Third Act (Troisième acte), une organisation qui mobilise les personnes de plus de 60 ans en faveur de l'action pour le climat et la justice. Auteur de The End of Nature (La fin de la nature, non traduit) et de 20 autres ouvrages, il a reçu de nombreuses distinctions, notamment le Right Livelihood Award (Prix du mode de vie durable)et le Prix Gandhi pour la paix

Thématiques : environnement
Rubrique : Divers